

## « Baromètre 2025 de l'Épargne en France et en régions »

**SUR LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES FRANÇAIS :**  
**Constance et frilosité au risque en sont les marqueurs.**

**SUR LA RETRAITE :**

**Les actifs sont de plus en plus pessimistes quant à leur niveau de vie à la retraite (72 %, + 3 points en 5 mois), leur confiance envers le système de retraite par répartition actuel s'érode (28 %, - 11 points en 5 mois).**

**Moins de trois actifs sur dix envisagent le système de retraite par répartition comme seule source de revenus.**

**53 % ont l'intention de se tourner vers le Plan Épargne Retraite (PER),  
19 % d'entre eux y ont déjà souscrit (+ 5 points versus avril 2024).**

**SUR LE FINANCEMENT DE LA DÉFENSE :**

**Près de trois Français sur dix sont prêts à investir dans l'économie de la défense (29 %).**

Le « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop pour Altaprofits, Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine en ligne, mesure l'évolution des comportements d'épargne des Français, à travers le temps, avec un approfondissement spécifique du sujet du financement de la retraite. La 7<sup>e</sup> édition s'inscrit dans un contexte particulièrement chahuté : instabilité politique sur fond de fortes contraintes budgétaires en France, climat d'incertitude mondiale liée aux tensions géopolitiques et à la guerre commerciale lancée par le Président Trump depuis janvier, avec son apogée le 2 avril. Ce contexte sert de grille de lecture pour l'analyse des résultats qui va suivre. Un point spécifique d'actualité a également été ajouté cette année sur le financement de la défense.

Cette année, à l'occasion du très prochain 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'émancipation financière des Femmes (le 13 juillet 1965, le Parlement adoptait la loi n° 65-570 portant sur la réforme des régimes matrimoniaux, permettant aux femmes mariées d'ouvrir un compte bancaire, de signer des chèques, de travailler sans l'autorisation de leur mari), le « **Baromètre 2025 de l'épargne en France et en régions** » vient souligner les différences de comportement d'épargne entre les hommes et les femmes.

Ce qu'il faut en retenir :

**I - LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES FRANÇAIS EST GLOBLEMENT STABLE MALGRÉ DE LÉGERS SIGNAUX INDIQUANT QUE LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE EST PERÇU PLUS DIFFICILE**

En termes de placement d'argent et de fréquence, de type de produits d'épargne et de placements privilégiés :

**83 % de Français déclarent placer de l'argent sur leurs produits d'épargne (+ 3 points versus 2024), 65 % le font au moins une fois tous les six mois (stable versus 2024), dont 36 % au moins une fois par mois (stable versus 2024) quand 13 % indiquent ne « jamais » épargner (en augmentation de + 8 points par rapport à 2024, probablement en lien avec le contexte économique perçu comme plus difficile à travers les différentes enquêtes Ifop du moment).**

*On note que la fréquence mensuelle concerne plus particulièrement les 35-49 ans (42 %) mais aussi le hommes de moins de 35 ans (44 %), les cadres et les professions intermédiaires (respectivement 53 % et 51 %), ainsi que les diplômés supérieurs (43 %) et les catégories les plus aisées financièrement (47 % au moins 1 900 € de revenus mensuels par personne au foyer). Rappelons par ailleurs*

que ces catégories ne sont pas forcément exclusives entre elles.

**Parmi ceux ayant déclaré posséder au moins un produit d'épargne (96 % de l'échantillon) :**

• **La frilosité à l'égard des placements à risque constitue toujours un invariant, tandis que l'intérêt pour l'épargne responsable faiblit. Près des trois quarts (73 %) déclarent avoir recours à des produits sans risque, même avec un faible rendement (+ 4 points versus avril 2024), sans doute en lien avec une incertitude économique et politique – notamment sur le plan international – qui incite davantage à la prudence.**

À l'inverse, 16 % des épargnants continuent de privilégier des produits « un peu risqués » avec un rendement espéré plus important (stable versus 2024), tandis que **l'intérêt pour les produits plus responsables pour l'environnement et la société quel que soit le rendement s'érode peu à peu** (7 %, soit - 2 points versus avril 2024 où le score était à son plus haut niveau depuis le début du baromètre). Enfin, à peine 4 % des épargnants privilégient des produits risqués avec une chance d'obtenir un rendement important (stable).

• **Deux placements continuent de dominer largement le comportement d'épargne : les livrets réglementés (Livret A, LDDS, PEL, ...) pour 75 % des épargnants (- 6 points par rapport à 2024) et, dans une moindre mesure, un contrat d'assurance vie ou de capitalisation pour 24 % (- 5 points par rapport à 2024).** 12 % font le choix d'épargner dans un Plan Épargne en Actions (PEA), 12 % également dans un Plan Épargne Retraite (PER), 3 % dans des Sociétés Civiles de Placement Immobilier (SCPI) (d'une année sur l'autre, ces taux sont stables).

### RÉSULTATS AUPRÈS DES FEMMES

**Alors que la proportion d'épargnantes est similaire à celle des hommes** (82 % des femmes placent de l'argent sur leurs produits d'épargne contre 83 % d'hommes), **les femmes continuent de privilégier plus massivement des produits d'épargne sans risque par rapport aux hommes** (76 %, un score stable, contre 69 % des hommes). Cette plus grande aversion au risque se remarque notamment par **une préférence marquée de leurs homologues masculins pour les Plans Épargne en Actions (PEA)** (8 % des femmes contre 16 % des hommes).

*«Derrière l'image d'épargnant "bon père de famille" raisonnable, une forte aversion au risque perdure en matière d'argent ; cette aversion au risque est encore plus marquée chez les femmes. C'est un marqueur fort des comportements d'épargne des Français»,*

**Catherine Baudeneau, Directrice Marketing Offre et Communication d'Altaprofits.**

**En régions :**

- **Les habitants des Pays de la Loire** sont parmi ceux déclarant épargner le plus, avec 74 % d'entre eux qui placent de l'argent au moins une fois tous les six mois (+ 9 points versus la moyenne nationale).
- **Les résidents d'Île-de-France** semblent quant à eux moins averses au risque, privilégiant ainsi davantage les produits un peu risqués avec un rendement espéré plus important (21 %, + 5 points versus la moyenne). Ils sont également plus nombreux à avoir privilégié au cours de l'année 2024 un contrat d'assurance vie et de capitalisation (29 %, + 5 points par rapport à la moyenne nationale), des placements davantage permis sans doute grâce à un niveau de revenus plus élevés qu'en moyenne aux abords de la capitale et un nombre plus important de cadres et de professions intellectuelles supérieures.
- **À l'inverse, les habitants de Normandie** comptent parmi les plus prudents, avec 84 % qui placent leur argent sur des produits sans risque et à faible rendement (+ 11 points versus la moyenne nationale).

## II. LA RETRAITE

Exploré dans cette édition 2025 du « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », le thème de la retraite résonne avec l'actualité d'une réforme des retraites adoptée en 2023 mais toujours contestée par plusieurs familles politiques. Tandis que les syndicats et organisations patronales travaillent « en conclave » sur des pistes d'améliorations, le sujet reste au cœur du débat public.

**1. LA CONFIANCE DES ACTIFS ENVERS LA CAPACITÉ DU SYSTÈME DE RETRAITE PAR RÉPARTITION À GARANTIR LEUR NIVEAU DE VIE AU MOMENT DE LA RETRAITE S'ÉRODE ET LA NÉCESSITÉ D'ÉPARGNER EUX-MÊMES « PAR CAPITALISATION » NE S'EN TROUVE QUE CONFORTÉE.**

**Si 7 actifs sur 10 (70 %) ne connaissent pas le montant qu'ils percevront au moment de la retraite**, dont 44 % qui déclarent l'ignorer tout à fait (scores très stables depuis avril 2023), **ils sont tout autant voire plus à anticiper une baisse de leur niveau de vie** (72 %, un score en hausse de 3 points en 5 mois, la précédente mesure ayant été réalisée en novembre 2024), tandis que seuls 5 % estiment que leur niveau de vie pourrait augmenter (score stable) et 23 % qu'il devrait rester stable (- 3 points en 5 mois).

Derrière le glissement de quelques points d'un niveau de vie anticipé comme stable vers un niveau de vie revu à la baisse, force est de constater que **les actifs témoignent d'un état d'esprit de plus en plus pessimiste sur le sujet**. *Cette crainte d'une baisse de revenus concerne plus particulièrement les femmes (cf. l'encadré qui suit) et les peu ou pas diplômés (87 %).*

Dans ce contexte, **la très grande majorité des actifs estime qu'il est nécessaire d'épargner par eux-mêmes pour se constituer un revenu supplémentaire au moment de la retraite (85 %, dont 43 % qui l'estiment « tout à fait » nécessaire)**, un score qui demeure similaire à celui des précédentes mesures réalisées en 2023 et 2024.

En lien avec ces tendances consolidées, **la confiance des actifs envers la capacité du système de retraite par répartition à garantir leur niveau de vie au moment de la retraite s'érode**. Ils sont désormais moins de 3 sur 10 à estimer que leurs revenus proviendront en totalité du système de retraite par répartition (28 %, un score en baisse de 11 points par rapport à la précédente mesure réalisée en novembre 2024, soit en 5 mois).

En parallèle, **ils sont près de la moitié à dorénavant envisager que leurs revenus pourraient majoritairement provenir du système de retraite actuel, mais avec un complément par capitalisation (47 %, + 7 points versus novembre 2024)**, et 15 % à considérer que leurs revenus pourraient provenir à parts égales de leur pension retraite et de leurs placements (+ 3 points en 5 mois).

Un actif sur 10 envisage enfin de maintenir son niveau de vie à la retraite en majorité grâce à son épargne ou à ses placements financiers ou immobiliers, avec sa pension retraite comme complément (score stable versus novembre 2024). *Les artisans et les commerçants (21 %) et les plus jeunes (17 % des 18-24 ans) sont parmi les plus nombreux à considérer ce dernier cas de figure.*

#### RÉSULTATS AUPRÈS DES FEMMES

**Seul un quart des femmes actives déclarent connaître le montant de leur future pension retraite** (26 % contre 35 % d'hommes, soit - 9 points), **un score néanmoins en hausse de 5 points cette année**.

Si les femmes restent ainsi moins informées sur ce sujet, **celles de 35 ans et plus sont pourtant significativement plus nombreuses à anticiper une baisse de leur niveau de vie** (78 %, + 6 points versus la moyenne nationale, et + 3 points par rapport aux hommes de la même tranche d'âge).

#### En régions :

- **Les actifs de Bourgogne-Franche-Comté et des Hauts-de-France** sont parmi les plus nombreux à envisager une baisse de leur niveau de vie à la retraite (respectivement + 13 points et + 12 points versus la moyenne nationale), tandis que **les actifs franciliens** sont parmi les moins nombreux (- 6 points versus la moyenne).
- **Les habitants de la Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse** sont en tendance les plus nombreux à compter sur le système de retraite par répartition pour pouvoir financer leur niveau de vie à la retraite en totalité (+ 9 points par rapport à la moyenne nationale).

## 2. POUR LES ACTIFS, LE PLAN ÉPARGNE RETRAITE (PER) APPARAÎT COMME UN PLACEMENT STRATÉGIQUE POUR SE CONSTITUER PAR SES PROPRES MOYENS UN COMPLÉMENT DE REVENU.

- **Un tiers des actifs (34 % dont 6 % « certainement ») déclarent cette année avoir l'intention de souscrire à un Plan Épargne Retraite (PER), tandis que près de 2 sur 10 (19 %) indiquent y avoir déjà souscrit, soit au total 53 % des actifs séduits par ce placement qu'ils aient déjà souscrit ou qu'ils se disent prêts à le faire (- 2 points versus avril 2024)**. Si le score observé auprès des intentionnistes enregistre une baisse notable par rapport à la précédente mesure d'avril 2024 (- 7 points), les actifs sont néanmoins plus nombreux à déclarer avoir déjà souscrit ce type de produit par rapport à l'an dernier (+ 5 points).

*Dans le détail, les moins de 35 ans (49 %), les employés (40 %) et les foyers avec enfants (44 %) sont surreprésentés parmi les intentionnistes, tandis que les cadres (31 %), les hommes de 35 ans et plus (24 %), les diplômés du supérieur (26 %) et les classes*

moyennes supérieures (29 % ayant 1 900 € à 2 500 € de revenu mensuel) et catégories aisées (35 % au revenu mensuel de + de 2 500 €) sont surreprésentés parmi ceux ayant déjà souscrit.

• Parmi les principales raisons évoquées par les actifs réfractaires à souscrire un PER (47 % des actifs), l'arbitrage avec d'autres priorités financières (fin de mois, remboursement d'un prêt, Plan Épargne Logement, ...) arrive à nouveau en tête cette année avec 33 % de citations (versus 36 % en avril 2024), suivi de la non-adéquation des modalités de ce placement par rapport à leurs attentes, 29 % citant l'aspect contraignant du blocage des fonds jusqu'à leur retraite (score stable).

Un quart d'entre eux se montrent à nouveau sceptiques quant à la fiscalité supposément avantageuse du produit (25 %, score stable), 23 % justifient leur non-souscription par le fait qu'il soit déjà trop tard pour eux (23 %, score stable ; une raison notamment mentionnées par 43 % des actifs de 50 ans et plus, soit + 20 points versus la moyenne). À l'inverse, 22 % des actifs réfractaires ne semblent pas encore se projeter sur leur départ à la retraite et ne s'estiment pas assez renseignés sur le sujet (- 2 points versus 2024) ; un score qui atteint assez logiquement 33 % des moins de 35 ans.

De façon assez marginale et à scores stables versus 2024, 16 % privilégient d'autres types de placement (exemple : assurance vie, Sociétés Civiles de Placement Immobilier), 10 % éprouvent des difficultés à comprendre les modalités du PER, 7 % font confiance au système de retraite par répartition actuel pour maintenir leur niveau de vie. 10 % ne mentionnent enfin aucune raison particulière.

### RÉSULTATS AUPRÈS DES FEMMES

La souscription à un PER semble intéresser davantage les actives que leurs homologues masculins, avec 36 % d'entre elles ayant l'intention d'y souscrire contre 31 % des hommes actifs. Elles sont en revanche moins nombreuses qu'eux à avoir déjà sauté le pas, 18 % y ayant déjà souscrit versus 21 % des hommes actifs.

«La prise de conscience sur la nécessité d'épargner par soi-même pour sa retraite est acquise pour la très grande majorité des actifs. Nous observons aujourd'hui une augmentation du passage à l'acte, notamment au travers du succès du Plan Épargne Retraite (PER)»,

Catherine Baudeneau.

#### En régions :

Les actifs de Normandie sont parmi les moins nombreux à avoir l'intention de souscrire un PER (18 %, - 16 points versus la moyenne nationale) et parmi les plus nombreux à évoquer d'autres priorités financières comme principale raison de ne pas y souscrire (50 %, + 17 points versus la moyenne). Ils sont aussi plus nombreux à déclarer avoir confiance dans le système de retraite par répartition pour assurer leur niveau de vie à la retraite (18 %, + 11 points versus la moyenne).

• Parmi les réfractaires au PER dans les Hauts-de-France, la première raison de ne pas souscrire est plutôt l'aspect contraignant du blocage des fonds jusqu'à la retraite (44 %, + 15 points versus la moyenne), suivi du manque de projection vers cette échéance (38 %, + 16 points versus la moyenne).

### III - LE FINANCEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

Suite aux décisions de l'Europe quant à son besoin de retrouver son indépendance en matière de défense, l'État français a annoncé en mars le projet de création d'un fonds de capital-investissement dédié au financement de l'économie de défense nationale. Après rappel du projet, trois questions spécifiques sur ce sujet d'actualité ont été introduites dans le questionnaire de ce sondage 2025. Les résultats révèlent que :

Près de trois Français sur dix sont prêts à investir une partie de leurs économies dans des fonds d'investissement ou des produits d'épargne destinés au financement de la défense nationale (29 % dont 5 % « certainement »). On retrouve parmi les plus enclins à investir les hommes (36 %), les 18-24 ans (37 %), les cadres (46 %), les CSP+ (36 %), les diplômés du supérieur (46 %).

Pour 35 % d'entre eux, il s'agit avant tout d'un engagement citoyen, estimant qu'il est de leur devoir de contribuer à l'effort de défense nationale. Également, environ deux répondants sur dix mentionnent un sentiment d'inquiétude face au contexte international, qui les pousserait à agir à leur échelle pour la sécurité du pays (22 %), tandis qu'une proportion similaire est attirée par le rendement potentiellement attractif (21 %) et exprime le désir de soutenir les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) françaises du secteur de la défense, notamment dans leurs activités de développement, de production et d'innovation (18 %). 4 % ne mentionnent aucune raison particulière.

À l'inverse, parmi les 71 % de Français qui sont plutôt réfractaires à investir dans des fonds d'investissement ou des produits d'épargne dédiés à la défense nationale, près d'un quart (24 %) considèrent avant tout ce financement comme une prérogative devant relever exclusivement de l'État et des impôts. Plus d'un répondant sur dix expriment également des craintes liées aux risques financiers que pourraient représenter ces placements (18 %), tandis que 14 % valorisent l'idée selon laquelle financer l'économie de la défense irait à l'encontre de leurs principes éthiques, 12 % que cela ne correspond pas à leurs attentes et à leurs besoins en matière d'épargne, en raison d'une durée de placement trop longue ou d'un montant d'investissement initial trop élevé.

En mineur, moins d'1 répondant sur 10 se montre sceptique quant au rendement de cet investissement, estime ne pas avoir les moyens d'investir dans ces fonds ou encore que le financement de la défense n'est pas compatible avec le financement d'une politique Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG). 3 % mentionnent enfin une autre raison tandis que 13 % n'en citent aucune.

### RÉSULTATS AUPRÈS DES FEMMES

S'agissant de l'intérêt pour le financement de l'économie de la défense nationale, moins d'un quart des femmes se déclaraient prêtes à investir une partie de leurs économies dans des produits d'épargne dédiés à la défense nationale (23 %, contre 36 % d'hommes, soit un écart de 13 points).

Par rapport aux hommes, elles ont tendance à être davantage motivées par l'inquiétude engendrée par le contexte international actuel (27 %, + 9 points versus les hommes), que par le rendement potentiellement attractif de ces fonds d'investissement ou produits d'épargne (18 %, - 5 points versus les hommes).

En parallèle, celles qui ne souhaitent pas investir au profit de la défense nationale évoquent les mêmes raisons que les hommes, dans des proportions tout à fait similaires.

*«L'orientation de l'épargne privée pour le financement de la défense nationale suscite des réactions hétérogènes et marquées, du sentiment de devoir citoyen jusqu'au refus pour raisons éthiques. C'était un domaine plutôt exclu des offres financières jusqu'à aujourd'hui et il faudra de la pédagogie ainsi que de la transparence sur le sujet»*,

**Catherine Baudeneau.**

#### **En régions :**

• **Les habitants d'Île-de-France** sont plus nombreux à se déclarer prêts à investir leurs économies dans des produits d'épargne dédiés à la défense nationale (37 %, + 8 points versus la moyenne nationale).

• **À l'inverse, les habitants de la région Nouvelle-Aquitaine** comptent parmi les moins nombreux parmi ces intentionnistes (22 %, - 7 points versus la moyenne).

. Parmi ceux qui déclarent ne pas souhaiter investir leurs économies dans ce type de fonds d'investissement ou produits d'épargne, **les habitants de la région Occitanie** sont plus nombreux à estimer que ces produits d'épargne ne correspondent pas à leurs attentes (18 %, + 6 points versus la moyenne).

**Méthodologie :** Le « Baromètre 2025 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 31 mars au 11 avril 2025, auprès d'un échantillon de 2 401 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

\* Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2025** » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

#### **Contact presse :**

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - [information-presse@altaprofits.fr](mailto:information-presse@altaprofits.fr)

**À propos d'Altaprofits :** Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions d'épargne et d'investissement sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.
- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.
- Une plateforme internet [altaprofits.com](http://altaprofits.com), pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, l'investissement en immobilier, à travers les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et le Private Equity, ainsi que les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*) / [www.altaprofits.com](http://www.altaprofits.com)